



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 38

## **Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme**

---

**Présentation**

**Présenté par  
M. André Bourbeau  
Ministre des Affaires municipales**

MAY 16 1986

---

**Éditeur officiel du Québec  
1986**

## NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet de reconnaître dans la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme le droit de lotir, à certaines conditions, des terrains qui sont trop petits pour faire l'objet d'un lotissement en vertu des normes générales mais qui étaient déjà bâtis lors de l'instauration de ces normes ou qui sont devenus trop petits à cause de l'intervention d'une autorité publique comme par exemple une expropriation à des fins de voirie.*

*Il vise également à permettre aux villes de Laval et de Mirabel d'adopter un programme particulier d'urbanisme pour leur centre-ville sans être tenues de l'intégrer à leur schéma d'aménagement.*

# Projet de loi 38

## Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., chapitre A-19.1) est modifiée par l'insertion, après l'article 29, du suivant:

«**29.1** Dans le cas où le ministre prolonge, en vertu de l'article 239, le délai imparti au conseil de la municipalité régionale de comté pour modifier son schéma d'aménagement conformément à l'avis du ministre, ce dernier peut, pendant le premier tiers de la période de prolongation, modifier son avis conformément à l'article 27.

Si le ministre se prévaut du premier alinéa, le délai additionnel accordé au conseil de la municipalité régionale de comté pour modifier son schéma d'aménagement conformément à l'avis modifié court à compter de la signification de cet avis. ».

**2.** L'article 205.1 de cette loi est modifié par la suppression, dans la deuxième ligne du sous-paragraphe *d* du paragraphe 2°, des mots « et des boisés ».

**3.** Cette loi est modifiée par l'insertion, après l'article 256.1, des suivants:

«**256.2** Un permis autorisant une opération cadastrale ne peut être refusé, pour le seul motif que la superficie ou les dimensions du terrain ne lui permettent pas de respecter les exigences en cette matière d'un règlement de contrôle intérimaire ou d'un règlement de lotissement, à l'égard d'un terrain qui respecte les conditions suivantes:

1° le 30 novembre 1982 ou à la date du jour qui précède celui de l'entrée en vigueur du premier règlement de contrôle intérimaire de la municipalité régionale de comté, selon la plus tardive de ces dates, ce terrain ne formait pas un ou plusieurs lots distincts sur les plans officiels du cadastre;

2° à la date applicable en vertu du paragraphe 1°, ce terrain était l'assiette d'une construction érigée et utilisée conformément à la réglementation alors en vigueur, le cas échéant, ou protégée par des droits acquis.

L'opération cadastrale doit, pour être permise, avoir comme résultat la création d'un seul lot ou, lorsque le terrain est compris dans plusieurs lots originaires, d'un seul lot par lot originaire.

Les deux premiers alinéas s'appliquent même dans le cas où la construction est détruite par un sinistre après la date applicable.

« **256.3** Un permis autorisant une opération cadastrale ne peut être refusé, pour le seul motif que la superficie ou les dimensions du terrain ne lui permettent pas de respecter les exigences en cette matière d'un règlement de contrôle intérimaire ou d'un règlement de lotissement, à l'égard d'un terrain qui constitue le résidu d'un terrain :

1° dont une partie a été acquise à des fins d'utilité publique par un organisme public ou par une autre personne possédant un pouvoir d'expropriation, et

2° qui immédiatement avant cette acquisition avait une superficie et des dimensions suffisantes pour respecter la réglementation alors en vigueur ou pouvait faire l'objet d'une opération cadastrale en vertu de l'article 256.1 ou 256.2.

L'opération cadastrale doit, pour être permise, avoir comme résultat la création d'un seul lot ou, lorsque le terrain est compris dans plusieurs lots originaires, d'un seul lot par lot originaire. ».

**4.** L'article 264 de cette loi est modifié par l'insertion, après le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1° du deuxième alinéa, du sous-paragraphe suivant :

« *c.1)* l'article 85.1 s'applique à la Ville de Laval comme si son schéma d'aménagement n'était pas en vigueur; ».

**5.** L'article 264.0.1 de cette loi est modifié par l'insertion, après le sous-paragraphe *c* du paragraphe 1° du deuxième alinéa, du sous-paragraphe suivant :

«c.1) l'article 85.1 s'applique à la ville de Mirabel comme si son schéma d'aménagement n'était pas en vigueur;».

**6.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).